

Conjoncture : les entreprises attendent plus d'audace du gouvernement pour relancer la confiance

Article rédigé par *Laurent Mabire*, le 25 octobre 2002

Confirmant les avis déjà donnés sur les perspectives économiques, les résultats de la vingt-quatrième enquête de conjoncture réalisée par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris montrent une montée des périls dans l'économie française.

La France subit toute une série de chocs extérieurs qui minent la confiance du tissu économique national. L'indice général de confiance des chefs d'entreprises sur les six prochains mois est au plus bas depuis l'automne 1996. Cette tendance est partagée quelle que soit la taille de l'entreprise. De même, si la confiance reste relativement positive sur la croissance du chiffre d'affaire, les opinions négatives gagnent du terrain.

Cette unanimité dans le pessimisme est toutefois à pondérer dans le domaine de l'emploi. Les intentions d'embauche pour les six prochains mois restent stables en moyenne mais les secteurs de la construction, du commerce de détail alimentaire et les banques affichent des souhaits d'embauche plus affirmés. En revanche, les grandes entreprises auront tendance à "ajuster" leurs effectifs à la baisse, ce qui fait craindre quelques remous sociaux. Le président de la CCIP, Michel Franck, souligne tout de même les espoirs que fait naître la nouvelle législation sociale en discussion. Un assouplissement des normes qui rigidifient l'économie permettrait d'avoir une politique sociale avec des à-coups plus mesurés. En résumé, faciliter le licenciement faciliterait l'embauche. Le raisonnement est clair même s'il faut toujours regretter que le travail humain soit encore considéré comme une variable d'ajustement.

Le point noir structurel de l'économie française resterait, selon la CCIP, son manque de projets d'investissement et l'établissement consulaire parisien regrette que le projet de loi de finances pour 2003 n'ait rien prévu pour fluidifier, faciliter et encourager celui-ci. Ce mal économique endémique est susceptible d'engendrer une perte de compétitivité générale qui sera difficile de rattraper.

La marge de manoeuvre du gouvernement est réduite face à des intérêts catégoriels plus revendicatifs que jamais. Le manque d'audace de la politique économique gouvernementale qui se traduit par une navigation à vue périlleuse, est l'effet de la légitimité fragile de l'exécutif. Les résultats de l'élection présidentielle de mai 2002 pèsent sur les décisions, le président de la République devant assumer contre vents et marées un rôle de rassembleur.